



Pourquoi le Hamas signerait-il une trêve ?

Jean-François Legrain

Chercheur au CNRS-
Université Lumière Lyon 2

Spécialiste du Hamas, Jean-François Legrain analyse les buts poursuivis par le mouvement islamiste, dont des émissaires négocient depuis plusieurs jours au Caire.

« Le Hamas contrôle la bande de Gaza. En tant qu'autorité palestinienne sur ce territoire, il est soumis à une pression de la population qui aspire à revenir à une certaine normalité après l'opération israélienne Plomb durci. Le Hamas est en outre favorable, par principe, à une trêve, ou plutôt à une accalmie, si l'on retient le terme arabe

qu'il utilise: *Tahdiyeh*. En juin dernier, c'est lui déjà qui avait été à l'origine d'une « accalmie » prévue pour durer six mois. Son objectif était d'obtenir la réouverture des points de passage avec Israël en échange de l'arrêt de toute opération armée palestinienne à partir de la bande de Gaza. C'est parce que le blocus a été maintenu pendant cette période par Israël, dont l'armée a en outre mené une opération ciblée à Gaza le 4 novembre, que le Hamas a jugé impossible de renouveler la trêve

« La population aspire à revenir à une certaine normalité après l'opération israélienne Plomb durci. »

en décembre. Et c'est aussi pour cela qu'il ne faut pas s'emballer sur la perspective d'un nouvel accord dans les prochains jours. Israël refuse toujours de lever le blocus et a dit qu'il refuserait que le Hamas puisse tirer crédit de la reconstruction dans le territoire. Aujourd'hui encore, l'aide d'urgence reste soumise à des interdictions israéliennes.

Le Hamas sait qu'il est en position de faiblesse, comme le sont les Palestiniens depuis toujours. Mais il a sa propre vision du temps. Contrairement à ce qu'on croit généralement, ce n'est pas un mouvement de libération nationale. Il s'agit d'abord d'une branche des Frères musulmans qui, depuis les années 1940, vise la réislamisation en profondeur de la société

palestinienne. Pendant longtemps, le mouvement a montré sa capacité de résilience face à

l'occupation israélienne. Mais lors de la première Intifada, à la fin des années 1980, il a estimé qu'il ne pouvait rester en marge du puissant mouvement de révolte qui parcourait toute la société. Il a donc laissé faire puis assumé la création du mouvement de la résistance islamique, le Hamas, qui s'est doté d'une branche politique et d'une branche armée. Selon les circonstances, le mouvement opte pour la résistance ou pour l'accalmie. Il peut se contenter d'une coexistence « de facto » et sans limite de temps entre Israël et un État de Palestine qui serait constitué de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. En revanche, il n'est pas prêt à une reconnaissance *de jure* d'Israël car, pour lui, ce serait accepter un État non-islamique sur une terre islamique. Le Hamas ne veut pas d'un accord qui se ferait au prix d'une trop grande prise de distance avec ses principes. »

RECUEILLI PAR

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

Les fonctionnaires palestiniens réclament leurs salaires

Des dizaines de milliers de fonctionnaires palestiniens ont observé hier une journée de grève pour protester contre un retard de deux semaines dans le versement de leur salaire. « C'est un avertissement, un appel lancé aux pays arabes et aux donateurs pour qu'ils aident l'Autorité palestinienne », a affirmé Bassem Zakarna, le chef du syndicat des fonctionnaires. Environ 165 000 fonctionnaires travaillent pour l'Autorité palestinienne, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.